



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 98 – 19 JANVIER 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**CAMEROUN : LE
TERMINAL A
CONTENEURS DU
PORT EN EAUX
PROFONDES DE
KRIBI POURRA
ACCUEILLIR LES
PREMIERS
BATEAUX
COMMERCIAUX,
DES LE 1ER MARS
2018**

**SIERRA LEONE :
DURCISSEMENT DE LA
POLITIQUE
MONETAIRE**

**TANZANIE :
RENFORCEMENT DES
CONTROLES POUR
ACCROITRE LES
RECETTES FISCALES**

**CONGO-
BRAZZAVILLE : LE
DEUXIEME AXE DE LA
CORNICHE SERA
OPERATIONNEL EN
MARS**

**BURKINA FASO : LA
PRODUCTION DE
MANGUES EN BAISS
DE 15 % EN 2018**

**MAURITANIE :
ACCORD PIONNIER
ENTRE LA SOMELEC
ET AERA GROUP
POUR LA FINANCE
CARBONE**

**COTE D'IVOIRE : 7
VOLS CORSAIR PAR
SEMAINE A PARTIR
DE JUILLET 2018**

**TOGO : SOGEA
SATOMREMPORTE LE
CONTRAT DE
REHABILITATION DU
WHARF DE KPEME**

**COTE D'IVOIRE :
SOMMET REGIONAL
SUR L'ENERGIE DU
24 AU 25 JANVIER
2018**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Reprise confirmée pour l'Afrique de l'ouest anglophone en 2018

La Banque mondiale a publié cette semaine son rapport 2018 sur les perspectives de croissance mondiale : une croissance de 3,2 % est attendue cette année pour l'Afrique subsaharienne, qui devrait progresser à 3,5 % en 2019. Pour les pays de la zone, la tendance est similaire avec une reprise confirmée au Nigéria en 2018 à 2,5 % (contre une croissance estimée à 1 % en 2017), à 8,3 % pour le Ghana (6,1 % en 2017), en Sierra Leone à 6,3 % (5,6 % en 2017) et au Libéria à 3,9 % en 2018 (2,5 % en 2017). Par ailleurs, en décembre, le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour le Nigéria, à 2,1 % en 2018 contre 1,8 % initialement prévu.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Lancement du fond panafricain pour l'accès à l'énergie hors-réseau

La BAD (30 M USD), Calvert Impact Capital (10 M USD), le Fond pour l'environnement mondial (8,5 M USD), et le Fond nordique de développement (7 M USD) ont investi au total 55,5 M USD dans un nouveau fonds d'investissement mixte dédié à l'énergie hors-réseau et intitulé FEI OGEF (Facility for Energy Inclusion Off-Grid Energy Access Fond). Ce dernier géré par la banque d'investissement Lion's Head Global Partners, vise la levée de 100 M USD d'ici la fin du premier semestre 2018. Le FEI OGEF permettra aux entreprises du secteur de l'énergie hors-réseau de se financer par de la dette, en devise ou en monnaie locale. Il interviendra dans un premier temps en Afrique de l'Est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Le G5 Sahel se dote d'un fonds fiduciaire

Réunis à Bamako, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des pays membres du G5 Sahel ont acté la création d'un fonds fiduciaire. Ce fonds sera chargé de gérer les promesses de financement (294 M EUR) faites par les pays donateurs et destinées à l'opérationnalisation de la force G5 Sahel. Il sera doté d'un comité de soutien et d'un comité de contrôle composés de partenaires bilatéraux et multilatéraux. Pour rappel, la force G5 Sahel est une initiative des 5 pays sahéliens, à savoir le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad, dédiée à la lutte contre le terrorisme dans la région.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : +9,3 % de croissance au 3^{ème} trimestre 2017

Selon l'Office ghanéen des statistiques, le PIB du Ghana aurait crû de 9,3 % au cours du T3 2017, après 6,3 % au T1 et 9 % au T2. Le secteur pétrolier-gazier continuerait de porter la croissance, suite au report en 2018 de la fermeture de la plateforme Turret et au lancement avancé en juillet dernier de la production des champs gaziers de Sankofa-Gye-Nyame. Cette conjoncture devrait permettre au gouvernement de réaliser ses objectifs annuels de croissance (6,3 %) et de réduction du déficit public (-4,8 % du PIB), bien que la croissance hors pétrole et le montant des recettes fiscales demeurent plus faibles qu'escomptés.

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ghana : après deux années de repli, l'indice boursier rebondit en 2017

La Bourse d'Accra (Ghana Stock Exchange, GSE) a enregistré une croissance de 52,73 % en 2017, après deux années de repli en 2015 (-15,77 %) et 2016 (-11,37 %). Parmi les entreprises cotées les plus performantes, on retrouve la Benso Oil Palm Plantation Limited (+194 %), la Ghana Oil Company Limited (+144 %) et la Stantard Chartered Bank (+107 %). Mechanical Lloyd Company (-60 %) et Tullow Oil (-36,2 %) sont les deux entreprises dont le cours aurait le plus diminué cette année. Cette performance globale est l'une des plus élevées depuis 2008, bien qu'elle reflète essentiellement un effet de rattrapage suite à la reprise de l'économie ghanéenne en 2017.

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ghana : l'inflation à 11,8 % au mois de décembre

L'inflation aurait augmenté de 100 ppb pour atteindre 11,8 % en décembre, après une première augmentation de 100 ppb entre octobre-novembre. Elle reculerait de 400 ppb sur les trois derniers mois. Ces estimations de fin d'année égalent les prévisions de septembre du FMI mais sont inférieures à l'objectif d'inflation très optimiste qui avait été fixé en début d'année par le gouvernement (10 %). Pour l'heure, la Banque centrale ghanéenne conserve un objectif de 8 % à moyen-long terme et devrait décider de nouvelles réductions de son taux directeur en 2018 si la trajectoire désinflationniste de l'économie se maintenait. Le FMI, dans la dernière publication de ses indicateurs, prévoyait une inflation de 9 % à la fin de l'année 2018.

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : durcissement de la politique monétaire

La Banque centrale sierra-léonaise a durci sa politique monétaire en décembre dernier, en augmentant son taux directeur à 14,5 % (contre 13 % en juin 2017). Les taux de facilité permanente de prêt et de dépôt ont également été relevés de respectivement à 19 % (16 % en juin) et 12 % (9 % en juin). Pour information, l'inflation s'est établie à 17,83 % en septembre contre 19,14 % en juin.

✉ julie.lanckriet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Libéria : George Weah élu Président

Le second tour des élections présidentielles du 26 décembre 2017 a donné la victoire, avec près de 61,5 % des suffrages, à l'ex-enfant du ghetto et star de foot internationale George Weah au détriment du vice-Président sortant Joseph Boakai (38,5 % des voix). George Weah, sénateur libérien depuis 2014, avait perdu les deux dernières élections présidentielles (2005 et 2011) face à la Présidente sortante, Ellen Johnson Sirleaf. Comme attendu, le nouveau président du Libéria a nommé sa colistière et ex-femme du dictateur Charles Taylor, Jewel Howard-Taylor, au poste de vice-présidente. Le nouveau Président devrait prendre ses fonctions le 22 janvier.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : maintien de la note souveraine « B » avec perspectives stable par Fitch

L'agence de notation Fitch a confirmé la note du crédit souverain à long terme de l'Éthiopie à «B». L'agence prévoit que l'accélération des exportations permettrait de baisser le déficit du compte courant pour atteindre 6,6 % du PIB d'ici 2019. La mobilisation des financements hors dette et la privatisation de certaines entreprises publiques permettraient de stabiliser la dette totale du secteur public autour de 55 % du PIB au cours des deux prochaines années. L'Éthiopie fait toujours face à une forte pénurie de devises, toutefois la récente dévaluation du birr devrait contribuer au rééquilibrage de l'économie, en développant l'industrialisation et par là de nouvelles exportations.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : doublement du prix du pain

Le doublement du prix du pain, consécutif à la décision du gouvernement de confier les importations céréalières au secteur privé, a suscité de vives réactions dans le pays. Un étudiant a notamment été tué lors d'une manifestation à Geneina et l'intégralité des exemplaires de six quotidiens critiquant l'envolée du prix du pain, ont été saisis.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : accélération de la chute de la monnaie soudanaise

Le taux de change de la livre soudanaise est passé de 1 USD pour 28,3 SDG le 4 janvier à 1 USD pour 31 SDG le 14 janvier, puis à 33 SDG le 15 janvier, soit une perte de 9,5 % en 10 jours, suivie d'une perte de 6,5 % en 24 heures, soit une forte accélération, faisant craindre une perte de confiance, un effondrement de la monnaie locale et une crise sociale.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : réduction du déficit commercial au 3^{ème} trimestre 2017**

Le déficit commercial a atteint 43 Mds MRO (99 M EUR) au troisième trimestre 2017 contre 306,5 Mds MRO (707 M EUR) au trimestre précédent. Cette réduction est liée, d'une part, à la performance des exportations (+12 %), notamment des produits de la pêche (+45,7 %), du minerai de fer (+26 %), de l'or (+17 %) et du cuivre (+11 %) et d'autre part, à la chute des importations (-52,5 %). Les pays européens demeurent les principaux fournisseurs et clients, avec 56,5 % de l'origine des importations (dont 10 % depuis la France) et 48,5 % des exportations (dont 0,7 % vers la France).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : La Banque centrale émet une interdiction temporaire sur toute nouvelle licence bancaire

À compter du 1^{er} janvier 2018, la Banque centrale du Ghana (BoG) n'octroie plus de licence bancaire aux établissements financiers. Cette décision à vocation temporaire doit permettre au secteur bancaire d'opérer sa mue suite au relèvement par la BoG du seuil de capitalisation requis pour les banques universelles. Elles ont ainsi jusqu'au 31 décembre 2018 pour détenir un capital minimum de 400 M GHC (88 M USD), contre 120 M GHC (26 M USD) actuellement, sous peine de voir leur licence révoquée. Pour rappel, il existe aujourd'hui 35 banques universelles au Ghana qui pratiquent des taux d'intérêt oscillant entre 28 et 35 %.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : renforcement des contrôles pour accroître les recettes fiscales

Le ministre de l'Elevage et de la Pêche, M. Luhaga Mpina, a ordonné de nouvelles vérifications des cours sur tous les marchés internationaux du poisson sur les cinq dernières années, afin de s'assurer que le gouvernement perçoit bien les recettes fiscales sur la vente de poissons et produits assimilés. Le ministre a dénoncé des actes de tricherie dans la vente de poissons portant sur la sous-déclaration du poids et de la quantité des captures de pêche. Cette annonce s'inscrit dans le cadre des nouvelles dispositions visant à renforcer l'efficacité de la collecte fiscale, en vue d'atteindre l'objectif de 7,7 Mds USD de recettes fiscales en 2017/2018. Entre juillet et décembre 2017, 3,5 Mds USD (48 % de la cible) ont été collectés.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : avertissements remarquables du FMI

Les avertissements du FMI, suite à la revue du programme de soutien aux politiques (PSI) présentée au CA de l'institution le 12 janvier 2018, ont été largement relayés dans la presse tanzanienne. Alors que les données officielles du PIB indiquent une croissance du PIB réel de 6,75 % (en glissement annuel) au premier semestre de 2017, elle ne serait que de 6,2 %, selon le FMI. Les recettes fiscales sont également plus faibles que prévu (13,1 % du PIB) et la croissance annuelle du crédit au secteur privé stagne (1,2 % en 2016/17 contre 19,1% l'exercice précédent), reflétant en partie le niveau élevé de prêts non performants des banques (12 % en moyenne). Surtout, la détérioration du climat des affaires est clairement soulignée par le Fonds, pour lequel des réponses urgentes du gouvernement sont attendues.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : inauguration du guichet unique de l'investissement

Le président de la République, M. Ali Bongo Ondimba, a inauguré, le 15 janvier dernier, le guichet unique de l'investissement de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI). Conçu dans le but de faciliter les démarches administratives des entrepreneurs, ce guichet rassemble 30 administrations et services et devrait permettre de réduire les délais de création d'entreprises à 24 heures, selon les autorités. Le gouvernement espère faire de cet outil un des leviers de la politique d'attractivité et de diversification économique inscrite dans le Plan de Relance de l'Economie.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : mise en place du Conseil national de politiques économiques (CNPE)

Le décret relatif à la mise en place du Conseil national de politiques économiques (CNPE) a été signé le 10 janvier 2018. Le CNPE a pour missions d'identifier les défis nationaux et internationaux (diversification, climat, énergie, intégration régionale et internationale, ...), les mesures permettant de les relever, tout en veillant à la cohérence entre les programmes gouvernementaux et au respect des équilibres économiques. Le CNPE sera supervisé par le Vice-Président de la République. Les ministres en charge des questions économiques seront membres du CNPE, et ses sessions pourront être élargies à des acteurs du service public et du secteur privé selon les thématiques discutées.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : recouvrement plus performant de l'impôt en 2017

Selon la Direction générale de l'impôt burkinabè, 673 Mds FCFA (1 026 M EUR) ont été recouverts pour le budget de l'État en 2017, soient 78 Mds FCFA (119 M EUR) de plus qu'en 2016. Cette hausse de 13 % est notamment imputable à l'opérationnalisation de la facture normalisée, au renforcement de la lutte contre la fraude et à l'adoption et la mise en œuvre du plan stratégique 2017-2021. L'objectif de recouvrement 2018 est porté à 918 Mds FCFA (1 400 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : émission avec succès la 1^{ère} obligation verte du continent africain

Les autorités nigérianes ont émis fin décembre 2017 un Green bond souverain pour un montant de 10,69 Mds NGN (environ 35 M USD) d'une maturité de 5 ans (coupon de 13,48 %). Les montants levés seront destinés à financer des projets de reboisement et des programmes liés aux énergies renouvelables. Le gouvernement entend émettre des obligations vertes pour un montant total de près de 500 M USD. Il s'agit de la 4^{ème} émission au monde d'une obligation souveraine verte (après la Pologne, la France et les Fidji) et de la 1^{ère} en Afrique. Le bureau de gestion de la dette nigériane (DMO) a annoncé en début d'année que l'émission du Green bond avait été sursouscrite à 0,94 %, soit un total de 10,79 Mds NGN.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 550 M USD de la Chine pour financer deux nouveaux satellites

Le ministre des Communications nigérian, Adebayo Shittu, a révélé que le Nigéria avait obtenu l'engagement de la Chine (à travers la China Exim Bank notamment) pour le financement complet sur deux ans et la fourniture de deux satellites de télécommunications (NIGCOMSAT-2 et NIGCOMSAT-3), pour un montant total de 550 M USD. Cet accord survient alors que le Nigéria s'était déclaré dans l'incapacité de financer les 15 % du projet initialement prévus par le contrat.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'AFD renforce son engagement en faveur de l'accès à l'eau et de la mobilité rurale

Le directeur adjoint de l'AFD Nigéria et l'Ambassadeur de France au Nigéria ont signé le 11 décembre dernier deux nouvelles conventions de prêts avec le gouvernement nigérian en faveur (i) du projet d'appui à la réforme du secteur de l'eau urbaine mis en œuvre dans trois Etats (Enugu, Ondo, Plateau) pour un total de 158 millions de dollars et (ii) de l'extension du programme d'accès à la mobilité rurale (RAMP) en faveur de l'Etat d'Imo, pour 60 millions de dollars.

✉ awoloj@afd.fr

▼ Ghana : la Banque mondiale approuve un prêt de 200 M USD

La Banque mondiale a approuvé l'octroi d'un prêt de 200 M USD au gouvernement du Ghana pour soutenir sa réforme de la gouvernance des entreprises publiques, en particulier dans le secteur de l'énergie, où elles connaissent une situation d'endettement élevé. 18 des 86 entreprises entièrement ou partiellement détenues par l'Etat auraient ainsi enregistré des performances négatives en 2016, entraînant des pertes combinées de 791 M GHC (174 M USD).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : lancement d'une émission obligataire pour les infrastructures**

Le Kenya a lancé le 16 janvier une émission obligataire destinée à financer les projets d'infrastructures (Infrastructure bond), d'un montant total d'environ 390 M USD (40 Mds KES) et d'une maturité de 15 ans. Il s'agit ainsi de la plus importante levée obligataire destinée aux infrastructures, jamais réalisée sur le marché kényan depuis la première émission de ce type, en 2009. La souscription s'étendra jusqu'au 23 janvier. Le taux annuel du coupon s'élève à 12,5 % et à l'inverse des autres émissions obligataires, le montant perçu est non-imposable. La dernière obligation de ce type, en date de novembre 2016 et d'un montant de 290 M USD (30 Mds KES) avait rencontré un franc succès avec un taux de souscription de près de 140 %.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : prêt de 15 M USD par le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD)**

Le Gouvernement d'Abu Dhabi a prêté 15 M USD pour un projet de panneaux photovoltaïques au Rwanda par le biais de son fonds de développement, Abu Dhabi Fund for Development (ADFD). Cette somme financera à hauteur de 50 % un projet visant l'installation de 500 000 panneaux photovoltaïques domestiques off-grid. Ce prêt est accordé en partenariat avec l'Agence Internationale pour l'Energie Renouvelable (IRENA) dans le cadre du projet de facilitation IRENA/ADFD qui vise à aider les pays en développement à accéder à un capital bon marché pour des projets d'énergie renouvelable. Il permet au Rwanda de poursuivre sa stratégie d'électrification des zones rurales.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : signature d'un accord pour lancer la construction de la ligne de train entre la Tanzanie et le Rwanda.**

Les présidents tanzanien et rwandais ont signé un accord pour lancer la construction de la ligne de chemin de fer de 400 km qui reliera Isaka (nord-ouest de la Tanzanie) à Kigali. Les travaux devraient débuter cette année, après plusieurs années d'attente. Les études de faisabilité réalisées par la Communauté de l'Afrique de l'Est ont permis d'évaluer le coût de la construction entre 800 et 900 M USD pour le Rwanda. Cette ligne permettra à Kigali d'être mieux reliée au port de Dar-es-Salam et sera financée par les deux Etats.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le deuxième axe de la corniche sera opérationnel en mars**

Le second tronçon de 5,2 km de la corniche de Brazzaville, qui part de la Case de Gaulle au pont du Djoué, devrait être ouvert à la circulation en mars. Les travaux de construction, exécutés par la société Razel, ont démarré en mars 2015, pour un coût global d'environ 47 Mds Fcfa (71,6 M EUR) sur un financement de l'AFD. 6 km de voiries de proximité ont également été construits et 1,4 km de collecteurs réhabilités. Pour désengorger le point de chute de cette route, une reconfiguration du projet est à l'étude. Elle prévoit la construction d'un échangeur qui fera l'objet d'un appel d'offres. Ce futur chantier pourra démarrer avec le reliquat de 10 Mds Fcfa (15,2 M EUR) du premier contrat.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : approbation de la première revue du programme FMI

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, à la fin de l'année dernière, la première revue de l'Accord Elargi conclu avec le Gabon au titre du Mécanisme Elargi de Crédit, permettant ainsi le décaissement d'environ 101,1 M USD. L'accord triennal élargi en faveur du Gabon, d'une valeur de 642 M UDS, a été approuvé en juin 2017, et vise à soutenir l'effort de relance de l'économie initié par le gouvernement et d'apurement des arriérés extérieurs et intérieurs. Le montant des décaissements réalisés dans le cadre de cet accord s'élève, à ce jour à 202,2 M USD.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : adoption du projet de loi CDC-CI

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi sur la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI). La CDC-CI est une institution financière publique ayant pour mission la mobilisation des ressources longues nécessaires au financement du développement du pays. La CDC-CI a pour but de pallier le faible niveau de crédits à long terme sur des projets ou secteurs à rentabilité différée. Elle vise ainsi à répondre à des besoins de financement peu ou partiellement couverts par le secteur financier privé, à savoir les PPP, le secteur des TPE et PME, la finance verte. Cette nouvelle institution donnera priorité aux projets qui s'insèrent dans la politique de lutte contre le changement climatique.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : ouverture du marché de la microfinance à la finance islamique

Un projet de loi modifiant et complétant la loi n°2010-04 sur les systèmes financiers décentralisés a été adopté. Les opérateurs de microfinance pourront désormais offrir des produits et services de la finance islamique conformément aux recommandations de l'UEMOA. L'objectif est de contribuer à l'élargissement de l'accès des populations aux services financiers.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : 43 M USD de la BAD en aide budgétaire

Cette aide budgétaire de 43 M USD (35 M EUR) apportée par la Banque africaine de développement (BAD), se compose d'un don de 23 M USD (19 M EUR) de la Facilité de soutien à la transition (FAT) et d'un don de 20 M USD (16 MEUR) du guichet FAD (Fonds africain de développement). La totalité de cet appui devrait servir à soutenir la 1^{ère} phase du Programme d'appui aux réformes et à la résilience économique (PARRE), un programme visant à renforcer la résilience du pays face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et à améliorer la mobilisation des recettes intérieures.

✉ cossuc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : agribusiness : 6 M d'emplois créés en deux ans au Nigéria et consolidation des exportations

Le président Muhammadu Buhari a inauguré une unité de production de riz d'une capacité quotidienne de production de 288 tonnes dans l'Etat de Kano (Nord-ouest). Par ailleurs, les exportations agricoles enregistrées au Port d'Apapa sont en augmentation de 160 % pour l'année 2017, par rapport à l'année 2016, tandis que le Nigéria a pour objectif de devenir le premier producteur de noix de cajou. Autre information sur le secteur, le Nigéria est, avec 2,4 M de tonnes produites annuellement, le 1^{er} producteur de tomates en Afrique subsaharienne et le 13^{ème} dans le monde. Selon le Ministère de l'Agriculture, le secteur aurait contribué à la création de 6 M d'emplois en l'espace de deux ans au Nigéria.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : investissement dans la filière sucrière

La société kenyanne Juanco Group en lien avec des investisseurs locaux va développer la production de sucre à partir de la betterave. La création d'une usine de transformation d'une capacité de traitement de 500 tonnes/jour est envisagée pour un montant de 2 M USD (dans une première phase). La production de betteraves sera assurée par de petits producteurs (2000) et la production de sucre devrait démarrer fin 2018 – début 2019. Ce projet fait suite à un travail important d'essais sur le terrain dans le comté de Nyandarua et de recherche de variétés adaptées au contexte kenyan. Cet investissement contribuera à la réduction du déficit croissant de production de sucre au Kenya.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la production de mangues en baisse de 15 % en 2018

Selon l'Association interprofessionnelle de la filière mangue du Burkina Faso (APROMAB), la production annuelle de mangues pour l'année 2018 est estimée à 200 000 tonnes, en baisse de 15 % par rapport à 2017. Les attaques parasitaires et le blocage des produits phytosanitaires à la douane seraient à l'origine de cette baisse.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : retour des pénuries de carburants

Les files d'attente aux stations-services des grandes villes du pays (Lagos, Abuja, Kano...) ont refait surface au Nigéria début décembre. Le phénomène semblait avoir pris fin en ce début d'année selon le directeur de la compagnie pétrolière nationale (NNPC), Maikanti Baru, qui a affirmé le 1^{er} janvier que le pays avait des réserves suffisantes pour 30 jours de consommation, a pourtant repris cette semaine, à Abuja notamment. Pour faire face aux pénuries, la NNPC aurait émis cette semaine un appel d'offre pour l'achat de 1,55 Mt supplémentaires de pétrole pour les mois de janvier à avril. Le ministre des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, a réfuté à deux reprises les rumeurs d'augmentation des prix à la pompe (aujourd'hui plafonné à 145 NGN/l).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : renforcement de la génération électrique à Freetown

Le parc solaire de Freetown, d'une capacité de 6 MW a été inauguré par le Président sierra-léonais Ernest Bai Koroma. Le projet représente un investissement de 12,6 M USD et a été financé par le Fond d'Abu Dhabi pour le développement et le gouvernement sierra-léonais. Par ailleurs, le gouvernement a conclu un accord avec la Turquie concernant l'amélioration de la production électrique à Freetown. L'accord de 5 ans prévoit l'acheminement d'une unité de production de capacité 30 MW par bateau. En 2015, d'après la Banque africaine de développement, la capacité installée en Sierra Leone s'élevait à 92 MW dont 82,5 MW desservant Freetown.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : relance d'un projet de centrale au gaz naturel liquéfié

Le ministre de l'Energie Charles Keter a initié une discussion avec le Trésor kényan afin de relancer le projet de centrale à gaz liquéfié de 700 MW de Dongo Kundu à Mombasa. Le projet, interrompu en 2016 et d'un montant estimé à 1,26 Mds USD (130 Mds KES), pourrait faire l'objet d'un PPP. L'augmentation de la demande et le besoin de diversification du mix énergétique par un mode de production à faible coût seraient à l'origine de ce revirement. L'annonce intervient dans un climat tendu au sujet de la facturation de l'électricité, conséquence de coûts de production plus élevés en 2017 par le recours accru aux générateurs diesel, et de controverses récurrentes autour du projet de centrale à charbon 1000 MW de Lamu.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : accord pionnier entre la SOMELEC et Aera Group pour la finance carbone

Aera Group, leader de la finance carbone en Afrique, signe un contrat cadre de conseil et négoce avec la SOMELEC pour la certification et l'achat de crédits carbone portant sur 4 projets éoliens et solaires (200 MW) pour un total de 3,5 Mio tonnes éq. CO2 évitées sur 10 ans. Ces projets seront les premiers à bénéficier de la finance carbone dans le pays. Cet accord, qui génèrera des revenus complémentaires pour la SOMELEC, permettra de soutenir les efforts engagés en faveur des énergies renouvelables. Aera Group agrège un portefeuille de plus de 40 projets dans 18 pays africains, près d'une dizaine émet déjà des crédits carbone.

✉ a.dunod@aera-group.fr

▼ **Cameroun : Glencore cède à Perenco 50 % de ses droits dans le bloc Bolongo, bassin du Rio Del Rey**

Ce transfert de droits entre dans le cadre du projet de développement et de mise en production du champ Oak dont le forage a démarré en mai 2012. Ce projet devrait permettre d'augmenter la production pétrolière nationale de 10 000 barils/jour en cette année 2018 pour la porter à 96 800 barils/jour. Pour mémoire, c'est en 2009 que Glencore Exploration Cameroon et la Société Nationale d'Hydrocarbures avaient signé un contrat de recherche pour le bloc Bolongo dans le bassin du Rio del Rey pour une valeur de 13 M USD couvrant une période de trois ans.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Congo-Brazzaville souhaite intégrer l'Opep**

Dans un communiqué du cabinet du chef de l'Etat, la République du Congo affirme vouloir adhérer à l'Organisation des pays producteurs et exportateurs de pétrole (Opep). Cette démarche, soutenue par le ministre saoudien des Affaires Etrangères qui a séjourné à Brazzaville le 8 janvier, traduirait la volonté du Congo d'être force de propositions dans la définition des politiques et la prise de décisions de l'organisation. Si sa demande est validée, la République du Congo qui prévoit une production de 300 000 barils/jour en 2018, rejoindrait quatre autres pays d'Afrique subsaharienne membres de l'organisation, à savoir l'Angola, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Nigéria.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le terminal à conteneurs du port en eaux profondes de Kribi pourra accueillir les premiers bateaux commerciaux, dès le 1^{er} mars 2018**

Le protocole d'entrée en vigueur du contrat de concession du terminal à conteneurs a été signé le 29 décembre 2017. Selon, Lionel Odeyer, Directeur général de CMA-CGM Cameroun, armateur français faisant partie du consortium adjudicataire du contrat de concession du terminal, cette infrastructure pourra accueillir ses premiers bateaux commerciaux, dès le 1^{er} mars 2018. Depuis début décembre, CMA-CGM effectue des tests et devrait progressivement augmenter les fréquences des escales de ses navires pour débiter l'exploitation à cette date.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : deux gisements aurifères acquis par Avesoro Resources**

Le groupe turc Avesoro Resources a finalisé l'acquisition des gisements aurifères de Youga et de Balogo, à l'Est du Burkina Faso, pour 69,5 M USD (57 M EUR). L'acquisition s'est faite via le rachat de MNG Gold Burkina, Cayman Burkina Mines, MNG Gold Exploration, AAA Exploration et Jersey Netiana Mining.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : accord de partenariat entre Aera Group et la SOMELEC**

Aera Group et la société mauritanienne d'électricité (SOMELEC) ont signé un accord de partenariat portant sur une certification carbone de l'ensemble des projets d'énergies renouvelables de la SOMELEC réalisés ou en cours, soient 2 projets de parcs éoliens (130 MW) et 2 projets de centrales solaires (65MW). L'accord prévoit une monétisation des crédits carbone par Aera Group, ce qui permettra de générer des revenus complémentaires pour la SOMELEC sur une période d'au moins 10 ans. Aera Group est présent en Afrique sur plus de 40 projets crédits-carbone.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Nigéria : croissance et consolidation du secteur télécommunications**

Selon la Commission des communications du Nigéria (NCC), le nombre d'utilisateurs internet a augmenté de près d'1 M sur la période octobre-novembre 2017, pour un total de 94,8 M d'utilisateurs recensés en novembre. Sur la même période, le nombre de total de téléphones mobiles actifs a progressé de 1,55 M d'unités passant de 140,7 M à 142,3 M de lignes actives. Airtel, MTN et Glo sont les opérateurs ayant enregistré le plus de nouveaux utilisateurs sur la période.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : ouverture des ventes de billets pour les vols Nairobi - New York par Kenya Airways**

Kenya Airways a officiellement ouvert la vente de billets pour sa nouvelle ligne Nairobi-New York, dont le vol inaugural est prévu le 28 octobre 2018. D'une durée de 15h, les vols à destination de l'aéroport JFK à New York devraient partir chaque jour à 22h30 de l'aéroport JKIA de Nairobi. Le Kenya travaille depuis plusieurs mois avec les autorités de sûreté aéroportuaire américaines pour obtenir les autorisations nécessaires à l'ouverture d'une ligne directe, qui permettra selon Kenya Airways de favoriser le commerce et le tourisme avec les Etats-Unis. Pour rappel, Air France inaugurera fin mars une liaison directe Paris-Nairobi, en partage de codes avec Kenya Airways, à raison de trois vols par semaine.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 7 vols Corsair par semaine à partir de juillet 2018**

Le PDG de la compagnie aérienne Corsair a annoncé que sa structure portera à 7 par semaine le nombre de vols (contre 4 actuellement) à destination d'Abidjan à compter de juillet 2018. Cette annonce s'inscrit dans la continuité de la stratégie d'investissement de la compagnie aérienne en Côte d'Ivoire. En Afrique de l'Ouest, Corsair dessert actuellement les aéroports de Bamako, Dakar et Abidjan.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : réforme de la gestion des déchets solides dans l'état de Lagos

Dans le cadre du projet « Cleaner Lagos Initiative », une loi a été votée fin 2017 afin d'améliorer la collecte, le transport et le traitement des déchets solides dans l'état de Lagos. Le secteur privé est désormais responsable des opérations de traitement des déchets solides et de gestion des décharges, qui étaient jusqu'en janvier 2018 à la charge de l'Autorité de gestion des déchets solides de Lagos (LAWMA). Désormais, la LAWMA est un organisme de régulation qui a pour mission de réglementer, contrôler et sanctionner les acteurs de cette industrie. La privatisation de ce secteur pourrait offrir des opportunités pour les entreprises françaises, après obtention de licence auprès du Ministère de l'Environnement.

✉ jeanpablo.kabawou@businessfrance.fr

▼ Madagascar : inauguration par Jovena d'une centrale au fioul lourd de 76 MW

Le 12 janvier, le président malgache a inauguré une centrale thermique à Ambohimambola près de Tananarive, fruit d'un PPP avec Jovena, filiale du groupe Axian. Un nouveau site dit « Noor 1 » de 48 MW a été constitué à partir de deux turbines à combustion acquises auprès d'EDF Réunion en mai 2016. Le second site « Noor 2 », déjà existant, fait l'objet d'un partenariat avec le britannique Aggreko et offre une capacité de 28 MW. Le groupe dirigé par Hassanein Hiridjee souligne que ces nouvelles capacités réduiront les délestages ainsi que les coûts de production d'électricité par rapport à des groupes au gasoil. Axian veut désormais construire une centrale hydroélectrique de 110 MW à Volobe avec le français Colas.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Sogea Satom remporte le contrat de réhabilitation du wharf de Kpémé

Le contrat de réhabilitation du wharf de Kpémé a été attribué à SOGEA-SATOM (filiale de Vinci Construction) avec l'assistance technique de Freyssinet (autre filiale de Vinci) pour 9,6 Mds FCFA (14,7 M EUR). Le chantier démarrera courant janvier 2018 pour une durée de 24 mois. Il portera sur la modernisation des infrastructures (quai métallique de 1000 mètres, îlots, passerelles de liaison, machines...) et permettra notamment à la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) de sécuriser l'exportation de ses minerais.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Ghana : le ministre du Développement commercial rencontre des entreprises françaises à Paris

Le ministre du Business Development ghanéen, Ibrahim Mohammed Awal, s'est entretenu avec une quarantaine de représentants d'entreprises françaises, lors d'une réunion d'affaires organisée par le MEDEF. Le ministre a exposé les résultats acquis lors de la première année de mandat de son gouvernement (stabilisation de la fourniture d'énergie, décreue de l'inflation, ralentissement de la dépréciation du cedi - bien qu'elle supère encore les 10 % vis-à-vis de l'Euro cette année). Une mission MEDEF se rendra au Ghana dans le courant de l'année pour approfondir les opportunités d'affaires identifiées en 2017 et rappelées lors de cette rencontre.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : atelier d'information organisé le 16 février 2018 au siège de Business France à Paris : situation générale et focus sectoriels.

Le nouveau président élu en septembre dernier, João Lourenço, semble être déterminé à mettre rapidement en œuvre les réformes nécessaires afin de relancer l'économie, favoriser l'investissement privé et la diversification économique devenue indispensable. Temporairement fragilisé, le deuxième producteur de pétrole d'Afrique et la troisième économie d'Afrique subsaharienne reste un pays riche avec un potentiel de développement important dans les secteurs de l'agriculture, agro-industrie, énergie, eau et infrastructures, financements : les bailleurs internationaux (BM, BAfD, BEI...) sont très actifs, l'AFD vient de se réimplanter, et les banques commerciales et Bpifrance sont prêtes à financer des projets sur crédit export.

Rendez-vous le 16 février pour un point d'étape 6 mois après la prise de pouvoir du nouveau président angolais. Retrouvez le programme sur : <http://events-export.businessfrance.fr/atelier-information-angola/#Pr%C3%A9sentation>

✉ igor.chlapak@businessfrance.fr

▼ Ouganda : la 3^{ème} économie des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est, atelier d'information à Paris, le 9 mars 2018

L'Ouganda enregistre une croissance économique proche des 5 % depuis 2008. Cette croissance devrait fortement augmenter dans les années à venir, tirée par l'extraction d'hydrocarbures découverts près du lac Albert (prévisions de croissance en 2022 selon le FMI : 8,01 %). Le gouvernement a mis en œuvre un programme de développement appelé « Uganda Vision 2040 » dont l'objectif est d'atteindre d'ici 2020 le statut des Pays à Revenus Intermédiaires (PIB/habitant supérieur à 1 025 USD). Pour atteindre cet objectif, le pays s'est engagé dans une politique d'investissements publics en faveur du développement de ses infrastructures, et compte sur le boom économique lié aux extractions de pétrole découvertes près du lac Albert. Pour identifier les secteurs porteurs, comprendre l'environnement des affaires, et obtenir des conseils sur la meilleure approche de ce marché en plein essor, venez participer à cet atelier d'information.

✉ maryse.aziza@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : sommet régional sur l'énergie du 24 au 25 janvier 2018

Du 24 au 25 janvier, les ministres de l'Énergie d'Afrique de l'Ouest se réuniront à Abidjan pour le Sommet Régional annuel sur la Coopération énergétique. Cette rencontre présentera les derniers projets en matière d'investissement et de stratégies régionales pour l'énergie, les infrastructures et le développement du gaz.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 6^e édition de l'Africa CEO Forum du 26 au 27 mars 2018

La 6^e édition de l'Africa CEO Forum, organisée par Jeune Afrique, se tiendra les 26 et 27 mars à Abidjan avec pour thème : « Champions africains: l'heure de la transformation ». Une quarantaine de thématiques seront débattues par plus de 100 intervenants. Plus de 1500 participants issus du monde de l'entreprise, de l'investissement et de la politique , en provenance de 60 pays sont attendus.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

